

Monsieur le Président du Conseil Départemental,  
Monsieur le Directeur académique des services de l'Éducation Nationale,  
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

La rentrée scolaire est toujours un marronnier pour les médias. C'est l'occasion d'une communication importante de notre hiérarchie, ce qui laisse croire que la scolarité d'un élève pourrait se résumer à ce seul jour.

Cette année, nous avons été particulièrement gâtés avec une intervention du Président de la République en personne, envisageant une reprise le 20 août pour les élèves en difficultés, annonce pour le moins populiste et dont les professionnels auront mesuré le non-sens pédagogique.

Mais dans cette surenchère de la communication, la palme revient sans doute à notre nouveau ministre de l'Éducation Nationale, avec l'interdiction de l'abaya, qui aura occupé tout l'espace médiatique de cette rentrée. Un véritable tour de magie bien résumé par le titre du *Canard Enchaîné* : ABAYACADABRA ! Non pas que ce sujet ne mérite pas d'être traité mais force est de constater que c'est un peu l'arbre qui cache la forêt des difficultés.

Nous devons aussi y ajouter la promesse, relayée par notre Recteur : « Un enseignant pour chaque classe ». Il aurait dû nuancer, pour être tout à fait honnête « le jour de la rentrée seulement » !

Toute cette stratégie de communication permet d'éluder les problèmes non résolus qui dégradent un peu plus chaque année la scolarité des élèves et les conditions de travail des personnels.

Pourtant, en cette rentrée il manque des personnels à tous les étages.

Il manque des enseignant.es, faute d'attractivité d'un métier toujours plus difficile et dont la revalorisation en trompe-l'œil est bien loin des 10 % promis par le chef de l'État. Et ce n'est pas le pacte, ce « *travailler plus pour s'épuiser plus* », qui rendra le métier plus attractif.

D'ailleurs, la majorité des enseignant.es ne s'y est pas laissée prendre : d'après les chefs d'établissement, dans 30% des collèges et lycées, aucun pacte n'a été signé, et seulement 23 % des briques de pactes ont trouvé preneur. Et même s'il trouvait son public, ce « bricolage » ne suffirait pas à masquer des années de destructions de postes d'enseignant.es, ni la disparition programmée de la formation continue...

Ainsi dans l'Yonne, il manque encore des professeurs, mais également des adjoints-gestionnaires ou agents comptables, comme au collège de Paron, au lycée de Sens, ou à Auxerre. Cette absence de gestionnaires devient problématique, voire catastrophique, notamment pour les familles les plus fragiles, devant constituer en ce moment leur dossier de bourses.

Il manque également des personnels d'assistance sociale, dans les collèges de Joigny ou de Villeneuve-sur-Yonne, par exemple.

La rentrée au lycée de Sens où l'on a été et où l'on reste bien loin du « *tout est sous contrôle* » relaté dans la presse locale reste la cerise sur le gâteau. Ainsi, les emplois du temps incohérents ne permettaient même pas à tous les élèves de se restaurer, des cours manquaient, des dizaines de classes n'avaient pas de professeur principal... En bref, des conditions de rentrée inacceptables, alors même que la FSU dénonce les conditions d'enseignement de ce lycée-usine depuis plusieurs années. En effet, au-delà de l'impréparation de cette rentrée, cela pose la question de la taille de ce lycée hors-norme ! Le conseil régional ne semble pas se préoccuper des effectifs trop importants, puisqu'il a le projet de fermer le lycée Saint-Germain pour déplacer ses élèves au lycée Fourier. La FSU continue de dénoncer ce projet qui va impacter les élèves les plus fragiles. Les lycées bondés, avec des classes à 36 sont devenus la norme, au mépris de bonnes conditions d'apprentissage et

même de la sécurité des élèves. C'est le cas au lycée de Joigny, où des issues de sécurité sont bloquées pour pouvoir installer les élèves. Au collège Albert Camus, on ajoute des tables pour accueillir 31 élèves, l'AESH et l'enseignant.

Doit-on attendre un drame pour prendre conscience des conséquences de ces lourds effectifs ?

La situation des allophones est tout aussi préoccupante : il a fallu attendre le 25 septembre pour trouver un enseignant pour l'UPE2A du collège Paul Fourrey à Migennes. Au niveau départemental, c'est l'ensemble de la prise en charge de ces jeunes qui mérite d'être revue, avec une urgence pour la dizaine de mineurs non accompagnés qui sont dans l'attente d'un accueil et d'une prise en charge de leur situation. La FSU demande donc l'application de la loi, notamment la prise en charge par les Services de l'enfance et la scolarisation.

Pour certains élèves à besoins particuliers, il manque aussi des AESH ! Malheureusement, les promesses d'embauche sont bien loin de couvrir les besoins avec une augmentation de 14 % des demandes d'accompagnement pour notre seul département l'année dernière.

Cette profession devenue indispensable peut, elle aussi, légitimement se sentir méprisée, tant pour ses conditions de travail que pour le salaire sous le seuil de pauvreté, du fait de temps partiels souvent subis. C'est pourquoi la FSU dans l'intersyndicale appelle à une journée de mobilisation des AESH le 3 octobre prochain.

Pour terminer cet inventaire, n'oublions pas qu'en cette rentrée, nous manquons également dans l'Yonne de médecins scolaires, de psychologues et même de secrétaire général à la DSDEN. Et tel un pompier pyromane, notre administration tente de recruter tant bien que mal des contractuels, sans formation, voire même sans les diplômes requis, pour pallier la carence d'enseignants et de personnels dont elle est responsable et dont elle aurait dû anticiper l'absence.

Il n'y a donc que dans les classes qu'on fait le plein :

- dans les collèges, 30 élèves par classe et il faut aussi y installer les AESH,
- en lycée, 36 voire 38 par classe comme en Seconde au lycée de Sens.

On marche sur la tête !

En ce moment, on parle à raison du harcèlement scolaire et des solutions envisagées pour traiter ce problème. Ce n'est certainement pas le manque de personnels et les classes surchargées qui vont dans le sens d'une bonne prise en charge de ce dossier ! C'est pourquoi la FSU dénonce à nouveau la diminution du nombre de postes d'AED dans le département.

En cette année de coupe du monde de Rugby et pré-olympique les 2h d'intervenants extérieur en EPS qui exclut les enseignants de cette discipline est contre productive. Ajouter des intervenants extérieurs qui peuvent n'avoir aucune qualification s'ils sont bénévoles n'est pas la solution face à la sédentarité grandissante des jeunes. Le SNEP-FSU réclame une quatrième heure d'EPS pour toutes et tous et non un dispositif externalisé !

Cette rentrée aura également été marquée par des températures caniculaires. Dans une classe de primaire, des collègues ont signalé jusqu'à 33.3 °C. Si les écoles ne sont pas de la compétence du Conseil Départemental, ce constat est valable pour de nombreuses classes de collège, où les températures ont dépassé les 30°C. Ces conditions climatiques malheureusement ne sont plus exceptionnelles et vont se reproduire. C'est pourquoi la FSU demande que le Conseil Départemental soit associé au groupe de travail « températures extrêmes » de la formation spécialisée en santé, sécurité et conditions de travail de la DSDEN. En effet, il est nécessaire pour les collectivités d'accompagner la montée en puissance de la rénovation thermique des bâtiments scolaires, au-delà des « promesses » présidentielles, qui voudraient faire croire qu'on pourrait rénover 40 000 écoles avec 500 millions d'euros, soit seulement 12 500 € par école... Ce n'est pas non plus, alors que nous subissons de plein fouet l'inflation, une baisse de l'investissement et des dotations de fonctionnement pour les collèges de l'Yonne, comme nous le montrent les documents préparatoires envoyés très tardivement, qui vont permettre de faire avancer ce dossier.

Parmi les travaux à réaliser, nous réitérons le besoin de végétalisation, notamment des cours de récréation, et nous souhaitons qu'au moins soit effective cette énième promesse d'Emmanuel Macron, celle que tous les sixièmes de France plantent un arbre. Espérons que ce ne soit pas, une fois de plus, l'arbre qui cache la forêt !